

Le choc colonial et l'islam

Depuis quelques années, questions migratoires, agendas géopolitiques et remise en question de la logique développementiste aidant, la période coloniale moderne suscite un intérêt croissant en Europe où, sans avoir été véritablement occultée, elle fut longtemps délaissée ou traitée presque entre parenthèses par l'historiographie universitaire comme par ses relais médiatiques.

Les articles rassemblés aux Editions La Découverte par Pierre-Jean Luizard, spécialiste de l'histoire contemporaine de l'islam, ont pour objectif la description de divers aspects juridiques, politiques, religieux et sociologiques des politiques coloniales menées en terre d'islam et/ou relativement à l'islam, non seulement par la France mais aussi par la Russie, l'empire ottoman et la Grande-Bretagne. Bien entendu, deux problématiques sous-tendent ces études : premièrement, celle des arrangements locaux, mais aussi métropolitains, qui permirent la rencontre des idéologies coloniales et de la réalité pratique, objective des colonies, c'est-à-dire les jeux d'intérêts mêlés aux enjeux plus strictement culturels et religieux qui s'y manifestaient ; deuxièmement, celle des conséquences actuelles de ces arrangements. Concernant cette dernière problématique, on citera notamment l'excellente étude de Nadine Picaudou qui remet en perspective et décrypte la politique britannique vis-à-vis des sionistes et de la population autochtone palestinienne. Elle montre que, en deçà des enjeux géostratégiques déjà connus (la Palestine comme zone de protection du canal de Suez), le soutien aux sionistes comme le mépris paternaliste des populations arabes s'ancrent dans des représentations stéréotypées de l'époque : le judaïsme comme une force unie et cohérente pesant sur les relations internationales, qu'il faut, derechef, mobiliser en faveur de l'entrée en guerre des Etats-Unis ; les Arabes du Levant comme dégénérés – eu égard à la figure du « pur » Bédouin arabe – qu'il faut protéger, mais sans leur reconnaître de dignité particulière. Sur cette même problématique des conséquences des politiques coloniales vis-à-vis de l'islam, on lira aussi l'article d'Aminah Mohammad-Arif, qui analyse le rôle des Britanniques dans la partition de l'Inde. Il y souligne que, si l'opposition entre Indous et musulmans était multiséculaire, la collusion d'intérêt entre élites musulmanes et colonisateurs ainsi que la création d'institutions politique séparées, basées sur des critères religieux, ont joué un rôle non négligeable dans la cristallisation des identités autour de catégories religieuses et, donc, au final, dans la création du Pakistan. Pierre-Jean Luizard, pour sa part, explique comment les réformes du code de la nationalité imposées par les colonisateurs britanniques en Irak ont écarté des chiites non seulement du pouvoir (dont l'administration ottomane les privait déjà, mais de manière plus lâche) mais aussi de la citoyenneté effective. Les effets de cette politique communautariste furent désastreux (puisque mettant en place une opposition permanente entre l'Etat et la société civile comprenant Chiites, Kurdes, populations d'origine persane, juifs, etc.), souligne l'auteur qui, bien entendu, observe avec inquiétude l'actuelle occupation américaine de l'Irak.

Concernant l'étude des arrangements pragmatiques, on se penchera avec grand intérêt sur les divers articles consacrés, cette fois, à la France, championne de la laïcité et de l'universalisme, mais qui dut sacrifier la rigoureuse application de ses principes, voire carrément aller à leur encontre, afin de contrôler ses colonies ou de satisfaire ses colons. Ainsi Pierre-Jean Luizard explique-t-il dans un article sur Ferry et le débat entre partisans de l'annexion ou de l'association de l'Algérie, que l'égalitarisme civil de la France s'arrêta sur la côte africaine : la défense des intérêts des colons (entre autres raisons) exigeait que l'on empêchât la population arabe

d'obtenir la nationalité française et les droits qui y étaient liés. Dans son travail sur le rapport entre islam et citoyenneté dans l'Algérie coloniale, Anna Bozzo montre comment l'islam devint *la* religion du colonisé et, surtout, pourquoi et comment la religiosité s'est modifiée, intériorisée sous l'administration française alors même que naissait, à la fois grâce et contre cette administration, une société civile au sens contemporain du terme, la première, sans doute, du monde arabe. Joëlle Allouche-Benayoun, dans son article consacré à la naturalisation des juifs d'Algérie, explique pourquoi ces juifs, plus maltraités qu'on ne l'imagine souvent – cela malgré le système de Millet – optèrent pour la nationalité française au prix, peut-être exorbitant, d'une acculturation totale. Enfin, on ne peut manquer de citer l'article du grand historien Henry Laurens. Il traite de ce que l'auteur appelle la « projection chrétienne de l'Europe industrielle », c'est-à-dire de la politique des Etats européens visant à clientéliser les communautés minoritaires, essentiellement chrétiennes, d'un empire ottoman sur son déclin et donc replaçant, hors d'Europe, le religieux au centre du politique, alors même qu'il en avait été chassé sur le vieux continent lui-même.

S'il était possible de synthétiser l'ensemble des articles de l'ouvrage, on pourrait tirer trois constats de ces politiques coloniales. D'abord, l'idéologie (universaliste, laïque) ne primait que dans la mesure où elle permettait pragmatiquement la légitimation de l'entreprise coloniale, la conservation ou un gain de pouvoir ; l'idéologie fut donc davantage une ressource qu'une ligne de conduite. Ensuite, aucune politique ne fut possible sans la participation active, intéressée de l'un ou l'autre groupe de colonisés, les colonisateurs jouant sur les divisions internes des sociétés qu'ils cherchaient à soumettre, accentuant la plupart du temps les différences communautaires ou, parfois malgré et contre eux, les déviant de leurs enjeux et de leur essence, si ce n'est de leur fonction originelle ; l'Occident, défenseur des valeurs et des droits de l'individu fit la plupart du temps exactement le contraire de ce qu'impliquait leur promotion. Enfin, et il n'est jamais inutile de le rappeler, l'islam ne devint l'une des pièces maîtresses de l'imaginaire de la révolte nationaliste ou « tiers-mondiste » que parce qu'il fut à la fois obstacle et instrument des politiques coloniales, que parce qu'il fut essentialisé, « culturalisé », que parce qu'il devint, précisément, tantôt une ressource de résistance, tantôt une ressource de promotion au sein du système colonial, parfois les deux à la fois, en tout cas un refuge identitaire *par défaut*.

Couvrant un large spectre de situations, souvent passionnant, détaillé (jusqu'à être parfois trop technique) et d'une grande finesse d'analyse, l'ouvrage de Pierre-Jean Luizard souffre de quelques défauts. Le comparatisme n'y est qu'implicite, or une perspective plus formellement comparatiste eût grandement éclairé le lecteur et aidé à conclure. Il lui manque de fait une véritable synthèse opérant, prospectivement, un lien avec les événements actuels. Par ailleurs, s'il présente une analyse très opportune du colonialisme russe et des rapports de l'orthodoxie et de l'islam, il n'aurait pas dû faire l'économie de quelques études sur la politique coloniale de pays protestants vis-à-vis de l'islam – le protestantisme étant la « version » du christianisme qui gagne en audience, en ce compris dans des zones islamiques.

Frédéric DUFOING

LUIZARD Pierre-Jean (s.d.), *Le Choc colonial et l'islam. Politiques religieuses des puissances coloniales en terre d'islam*, La Découverte, Paris, 2006, 546 pages